



Revue électronique internationale
www.sens-public.org

Parti Socialiste français : la politique comme religion

JEAN-JACQUES DELFOUR

Résumé: L'auteur développe l'hypothèse d'une dérive pseudo-religieuse dans la campagne électorale du Parti Socialiste français.

Parti Socialiste français : la politique comme religion

Jean-Jacques Delfour

Le double échec électoral du Parti Socialiste provient d'une décennie de cécité et d'absence de réflexion – ceux qui désirent continuer de s'aveugler trouvent déjà que les résultats des législatives sont une sorte de victoire. Cependant, cette décennie a une histoire psycho-politique qui ne coïncide pas tout à fait avec le récit de ses événements visibles. C'est en analysant le statut politique du président élu en 2002 – à savoir *un simulacre, une image qui est et n'est pas ce qu'elle semble être* – que les autres faits politiques prennent sens, en particulier la déroute du PS en 2007 qui a démarré en 1995-97 et s'est verrouillée précisément le 21 avril 2002.

Lorsque Jospin annonce ce soir-là qu'il se « retire de la vie politique », il déclare en même temps qu'il se soustrait à toute critique : qui oserait frapper un homme à terre ? Son retrait, théâtral, narcissique et défensif, a servi d'exutoire (on avait trouvé un responsable) et de simulacre de réflexion après la défaite (le responsable écarté, les causes de sa défaite disparaissent avec lui). *La réflexion a été forclosée, à la critique s'est substituée la pénitence, à la politique a succédé la liturgie* – d'où une dérive « religieuse » dans le Parti. Après le sacrifice protestant, la christianitude de la candidate officielle, la ferveur qui l'entoure, l'apologie de l'amour, la foi dans la victoire du seul fait de l'alternance, etc. Cette paralysie de la critique, c'est-à-dire la fabrication d'un simulacre, fut la réponse au « droit d'inventaire du mitterrandisme » qui, après 1995, n'a été que verbal. Ceux qui ont prétendu l'avoir fait ont été ceux qui ont refusé de le faire sur eux-mêmes en 2002 et après.

Les successeurs s'en sont bien gardés, croyant que les critiques pourraient nuire à l'image de la gauche qui, de toute façon, n'avait rien à faire : l'alternance lui était promise (« imperdable » a psalmodié un croyant diplômé après les présidentielles). Cette attitude d'attente est le symptôme d'une dégradation de la politique en gestion. Si l'alternance est mécanique, aucun effort particulier n'est requis sinon celui de se placer. Les élections internes au PS n'ont pas été précédées par un travail sérieux, appuyé sur une critique rigoureuse du bilan Jospin et des années Mitterrand, encore moins sur une analyse de la réalité sociale française. De ces années d'irréflexion, caractérisées par une autocratie débonnaire et molle, le PS n'est pas encore sorti : respect du

chef, pugilats des meneurs de courants, anathème à l'analyse, foi dans l'attachement supposé perpétuel des classes populaires, attitude de rentier, pompe technocratique, idiotie entretenue.

Respect absolu dû au chef en effet : Jospin a (apparemment) endossé la défaite, a converti l'échec collectif en ratage personnel (un simulacre), et a lui-même choisi la punition : le retrait. Par morale (commisération) et par intérêt (pas de critique de soi-même si le chef prend tout sur lui), personne n'a moufté (d'autant plus qu'il laissait une place à prendre). Les fièvres récentes, destinées à liquider la perdante, outre une banale misogynie, sentent le remord, celui de ne pas avoir critiqué la prétention du précédent perdant à incarner l'échec, et un espoir, se placer pour 2012.

On s'effare aujourd'hui de Sarkozy. Son activité (pour le moment agitatoire) surprend surtout parce que Chirac nous avait habitué à une inertie quasi totale. Le slogan de la campagne de l'élu visait la paresse prétendue des chômeurs et des assistés (refrain poujadiste) mais aussi celle du président élu dans les conditions d'imposture de 2002. « Ayant été élu comme je l'ai été, je ne pouvais pas ne pas faire l'ouverture », comprenez : ce que Chirac aurait dû faire, moi je le fais. L'avenir dira si ce signe d'ouverture dépasse la vengeance et la manœuvre électorale (excède le simulacre), mais tout se passe comme si la césure 2002-2007 devait être refermée.

Du point de vue de la symbolique politique dans laquelle les faits électifs sont des faits politiques consistants (et relativement déliés de l'ancrage dans la réalité sociale), les élections présidentielles de 2007 constituent la répétition corrigée de celles de 2002. En effet, Chirac n'a pas été élu en tant que Chirac, un président de droite, empêtré dans les arnaques et dans l'inaction, mais en tant que symbole de la république contre l'extrême-droite. Autrement dit un simulacre à double sens : d'un côté, la fonction générale du président réduite à son minimum, « veiller au respect de la Constitution », « assurer, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État » (a. 5), contre l'extrême-droite qui n'est constitutionnelle qu'en apparence. De l'autre côté, le chef politique de droite, à la trajectoire spongiforme. « Chirac élu à 82,21 % » : sous ce signifiant s'exprimait un désir de république et non un choix positif (seulement 19,88 % au premier tour). Il était singulier que ce nom, qui signifiait pour beaucoup la corruption et l'inactivité, la nullité morale et politique, se mît à symboliser plus que la république même : le républicanisme.

Mais les actes n'ont pas suivi les signes. Chirac s'est comporté comme un bandit chanceux. Possédant le pouvoir, il convertit sa légitimité nouvelle, inédite, plébiscitaire non pour l'homme mais pour le régime, en droit léonin. Rien ne changea parce que c'était la continuité. Il n'eut qu'à se raréfier un peu plus afin de coïncider par moments fugitifs avec l'idéal abstrait que ces étranges élections avaient fait de lui. En outre, Sarkozy pouvait sembler être dans l'opposition : il s'y trouvait en tant que critique de Chirac et aussi en raison de la neutralité (confinant au vide) du

président. Faire la rupture ? Avec le pouvoir ? Il lui suffisait d'être, puisque Chirac et le néant se superposaient. En revanche, moins d'espace pour la gauche : ni au pouvoir (puisque Chirac – l'imposteur institutionnel – l'occupait) ni dans l'opposition (puisque Sarkozy – l'imposteur putatif, auto-proclamé en dissidence – s'y campait). Pour tous, l'ère des simulacres réels commençait.

Sarkozy fait donc la leçon à Chirac ; mais il est aussi contraint par la logique politique de reprendre le cycle tel qu'il a été figé en 2002. L'imposture de Chirac a été masquée et prolongée par les défaites successives aux scrutins locaux et au référendum, tout se passant comme si la gauche était au pouvoir. Imaginairement, elle s'y trouvait : au pouvoir moral. C'est elle qui avait porté Chirac à l'Élysée, en ayant le courage de préférer la forme (le symbole du républicanisme, la partie noble du simulacre) au contenu (l'homme politique corrompu élu, déjà sur une fausse promesse, en 1995, la partie ignoble du simulacre). Cette stature morale, confortée par l'auto-jugement et l'auto-punition de Jospin, et ses succès électoraux finirent de l'aveugler (excepté le référendum de 2005 où le PS est devenu un Janus bifrons, c'est-à-dire un simulacre...). La candidate de la gauche, malgré elle, arrivait en 2007 avec un statut de sortant – voulant rénover le PS mais pratiquant l'autocratie.

Cette période est en passe de se refermer. Encore faut-il prendre acte de la réalité politique substantielle de Sarkozy. Chirac était un fantôme politique, un spectre vide simulant la République, un être hybride, une chimère réelle composée de toutes les identités politiques moins l'extrême-droite. Qui est Sarkozy ? Personne ne le sait mais il est certain qu'il n'est pas le simulacre du républicanisme. Cependant, la même question se pose au PS : qui est ce parti ? Quelle personne politique est-il au juste ? Une réflexion sur ces années de flasque autocratie est nécessaire. Une profonde critique, patiente et constructive, un abandon radical de la politique des simulacres, une rencontre avec la réalité sociale et politique mais aussi intellectuelle du pays, un renouvellement réel des idées plus que des seuls responsables, en sont les moyens.

Il faut en finir avec le tournant religieux : Royal en piège, le corps de Jospin supplicié sur les bras, et ses avatars récents, divorce à la sainte famille, luttes fratricides, ça suffit ! La débâcle de 2002 n'a pas été réglée par le sacrifice de Jospin, lequel a été un simulacre de résolution de la crise. La religiosité n'intervient pas seulement parce qu'on s'interdit la critique : elle signe aussi une substitution du charisme à la connaissance, une séparation de la volonté d'avec l'intelligence de la réalité. Il est temps d'en finir avec l'époque des simulacres.